

À peine sortie de nos tribulations internationales avec les listes grise et noire du GAFI et de l'Union européenne, la juridiction mauricienne, en plus d'évoluer dans un environnement incertain avec la crise économique en Europe, doit renforcer sa position face à la concurrence grandissante. Dynamique,

le secteur se lance dans des exercices de recrutement et de formations du personnel, tout en jetant les bases d'une stratégie de la juridiction sur le plan international. Les experts du secteur nous en disent plus.

par Laetitia MELIDOR

SERVICES FINANCIERS

La Mauritius IFC optimiste face au spectre d'une crise économique mondiale

Samade Jhummun, CEO Mauritius Finance : «Il est possible de ralentir l'exode des cerveaux dans les services financiers d'ici trois ans»

► **Mauritius Finance a organisé son premier job fair et prévoit l'embauche de 2 000 personnes d'ici à 2023. Comment se présente cet exercice compte tenu du manque de main-d'œuvre qualifiée sur le marché pour les services financiers ?**

L'Education and Job Fair que nous avons organisé le 2 juillet a été un franc succès. Nous avons accueilli 5 000 personnes, dont des élèves du secondaire, étudiants, jeunes diplômés et leurs parents ainsi que des demandeurs d'emplois. Les entreprises présentes au salon ont organisé 500 entretiens d'embauche et ont reçu 4 000 CV. Plusieurs visiteurs ont d'ailleurs pu décrocher un emploi le jour même. C'est très encourageant de voir un tel engouement au moment où plus de 600 emplois sont à pourvoir immédiatement dans notre secteur pour les niveaux débutant, intermédiaire et cadres. Dans les semaines à venir, les entreprises seront aussi en mesure de proposer des stages aux jeunes intéressés à démarrer une carrière dans les services financiers avec le soutien du *Human Resources and Development Council* (HRDC).

► **Quel est votre constat de l'intérêt des jeunes pour les métiers de la finance ?**

Nous avons pu constater que si le secteur est connu de certains, beaucoup de nos jeunes, qui ont pourtant le profil pour faire carrière dans les services financiers, ne connaissent pas du tout les nombreuses opportunités de carrière et de développement qu'offre cette industrie. Ce type de salon sert donc aussi à conscientiser nos jeunes et les demandeurs d'emplois par rapport aux options de carrière

qui s'offrent à eux. Mauritius Finance et les représentants des différentes entreprises présentes ont mis l'accent sur le fait que le secteur souffre d'un manque de compétences. Aussi, la question du salaire, surtout pour les débutants, est revenue régulièrement. Certains jeunes fraîchement diplômés et qui connaissent encore mal le secteur estiment qu'une prétention salariale de Rs 20 000 à Rs 25 000 est justifiée. C'est une attente légèrement élevée, mais tout à fait légitime dès qu'on commence à acquérir un minimum de compétences et d'expérience dans ce secteur.

► **Justement, cet exode des cerveaux dans les services financiers, on le note toujours ?**

Nous constatons et subissons ce phénomène depuis plusieurs années déjà et nous estimons que nous en souffrirons pendant encore deux ou trois ans. La migration a toujours existé et nous ne pourrions jamais l'éliminer complètement. Toutefois, il est possible d'atténuer ce phénomène. C'est pourquoi nous mettons l'accent sur le renforcement des capacités au sein des services financiers. Nous estimons qu'il faut d'une part permettre à un plus grand nombre de jeunes de connaître le secteur et de développer les compétences pour le rejoindre. Parallèlement, il est aussi crucial de fournir des formations de pointe pouvant permettre à nos professionnels de développer des expertises en grande demande sur le marché international.

Ces professionnels pourront alors choisir de rester à Maurice et obtenir une rémunération très intéressante sans devoir s'expatrier dans d'autres centres financiers concurrents.

En adoptant cette double stratégie, il est possible de ralentir considérablement le phénomène d'exode des cerveaux dans l'industrie des services financiers d'ici trois ans.

► **Avec ces recrutements, le secteur démontre un certain dynamisme, mais y a-t-il une véritable stratégie de promotion ?**

La promotion du secteur est assurée par l'*Economic Development Board* et par le ministère des Services financiers et de la Bonne gouvernance. Ce secteur continue à se développer à Maurice, mais nous devons toutefois conquérir de nouveaux marchés et accentuer notre présence dans certains pays. Pour faire cela, nous devons étoffer la gamme de services et produits financiers que nous proposons. Nous prenons aussi des initiatives en tant qu'association représentant l'ensemble des opérateurs des services financiers à Maurice. Nous allons ainsi bientôt lancer une campagne internationale de promotion digitale et nous comptons aussi organiser des *roadshows* à l'avenir.

► **Quid de l'impact de la compétition grandissante avec le Rwanda, le Kenya et le Gujarat International Financial Tec-City sur notre juridiction ?**

Il est difficile d'en évaluer l'impact pour le moment. La concurrence a toujours été rude dans notre secteur

et nous avons appris à nous y adapter. C'est vrai que le Rwanda et GIF T ont entamé une campagne internationale de promotion assez agressive. Toutefois, face à eux, Maurice demeure un centre financier international de renom avec trois décennies d'existence et dont les différents acteurs proposent des produits et services très compétitifs à leurs clients. Nous travaillons assidûment afin de maintenir cet avantage compétitif tout en consentant les efforts nécessaires afin de diversifier nos services et renforcer nos capacités pour être mieux armés face à cette concurrence.

► **Justement, la *Global Minimum Tax* de 15 % sur l'offshore mauricien peut avoir un impact ?**

La GMT est à l'agenda de l'Organisation de coopération et de développement économiques depuis quelque temps déjà. Toutefois, elle doit encore arriver à un consensus sur la question avec les États-Unis et l'Union européenne notamment, car certains membres de l'UE se sont opposés à la GMT.

Pendant ce temps, dans le budget 2022-2023, le ministre des Finances a annoncé une *domestic minimum top-up tax* afin de s'assurer que de grandes multinationales opérant à partir de Maurice soient imposées à hauteur minimale de 15%. Ce ne sont donc pas toutes les entreprises opérant à Maurice qui seront touchées par la GMT, mais seulement celles ayant un chiffre d'affaires de €750 millions.

En l'absence d'indications claires sur la mise en place d'une GMT sur le plan mondial, il est donc prématuré de dire si ce développement sera ou pas à l'avantage de notre centre financier international.

Assad Abdullatif, Managing Director d'AXIS Fiduciary

«La croissance ne sera pas entravée par la situation actuelle en Europe»

► **Mauritius Finance lance des exercices de recrutement, mais arriverons-nous à trouver les compétences pertinentes à nos ambitions pour le secteur ?**

Le secteur des services financiers est l'un des secteurs les plus dynamiques du pays et un pilier de l'économie. En tant que juridiction de renommée internationale, la Mauritius IFC abrite un certain nombre de banques internationales, de cabinets juridiques, d'offres de services aux entreprises, de fonds d'investissement et de fonds de capital-investissement, entre autres. En tant que tel, les compétences requises dans le secteur sont assez diverses et polyvalentes et les possibilités de carrière sont nombreuses. Avec un tel éventail de services, le secteur a constamment besoin de professionnels ayant une formation dans les domaines de la comptabilité, du droit, des affaires, de même que, surtout avec l'évolution actuelle vers les plateformes numériques, l'informatique et le marketing.

Cependant, identifier et recruter le bon professionnel dans le secteur est un énorme défi, mais c'est une étape importante. Nous sommes confrontés à une pénurie de professionnels formés et expérimentés dans le secteur, car beaucoup d'entre eux saisissent l'opportunité de poursuivre leur carrière dans des juridictions concurrentes à l'étranger comme Jersey, Dubaï et Luxembourg. Au cours des dernières années, nous avons également assisté à de nombreux «mouvements circulaires» dans le secteur. Afin de s'adapter à ces défis, de nombreuses entreprises adoptent des stratégies d'emploi dont, former et responsabiliser les jeunes diplômés et les jeunes professionnels. Nous constatons que les jeunes diplômés sont désireux d'apprendre sur le tas et de devenir des atouts précieux pour notre IFC. Il faut aussi motiver les employés actuels à se perfectionner.

► **Le secteur offshore réalise quand même de bons taux de croissance. Suite à notre sortie des listes grise et noire, l'on peut donc être optimiste face à la crise économique mondiale ?**

La crise économique en Europe impacte l'économie mondiale et les effets se font sentir sur le pouvoir d'achat local. Cependant, la Mauritius IFC a déjà démontré ses capacités et sa résilience face à des crises. Sans ignorer la gravité de la situation actuelle, Maurice a néanmoins réussi à s'en sortir malgré les coups durs portés à l'industrie. La crise la plus difficile à laquelle nous avons été confrontés récemment a été la crise Covid-19. Cependant, le secteur des services financiers a su s'adapter à la situation et a développé des mesures

innovantes pour assurer la poursuite des opérations malgré les restrictions sanitaires. Un autre exemple est le dévouement sans faille dont ont fait preuve les acteurs du secteur lorsque Maurice a été placée sur la liste grise du GAFI et la liste noire de l'UE. Bien que cela ait semblé être un coup dur pour le secteur, nous avons pu le transformer en une opportunité d'identifier les lacunes de notre cadre AML/CFT et de renforcer nos capacités réglementaires, afin de pouvoir adhérer aux normes internationales.

Nous sommes optimistes pour le secteur, mais nous avons également fixé des objectifs réalistes. Si l'on se base sur les tendances précédentes établies par le secteur des services financiers lorsqu'il a été confronté à des crises mondiales, on peut affirmer que la croissance ne sera pas entravée par la situation actuelle en Europe.

► **Dans cette conjoncture d'instabilité mondiale, quid de l'effet de la concurrence grandissante dans la région ?**

Les centres financiers internationaux sont devenus l'épine dorsale de nombreuses économies et de plus en plus de juridictions adaptent leur cadre juridique pour répondre aux besoins des investisseurs internationaux. Néanmoins, Maurice s'est imposée comme une destination de choix pour les affaires, notamment en Afrique. Cependant, nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers et croire que la route sera sans embûches. La concurrence mondiale devient de plus en plus féroce et Maurice devra s'adapter à une économie changeante et dynamique afin de rester une destination viable pour les affaires, tout en veillant à ce que notre intégrité ne soit pas compromise dans le processus.

Si l'objectif est de faire de Maurice une destination de choix pour les affaires, le défi constant reste d'éviter cette image d'un paradis fiscal. Aussi, les organismes de réglementation et les parties prenantes du secteur n'ont pas ralenti leurs efforts pour renforcer le positionnement de Maurice. On l'a vu lors du discours du budget 2022-2023 avec la convergence du secteur des services financiers et du marché domestique en une seule entité.

Néanmoins, nous ne pouvons pas ignorer l'importance de promouvoir Maurice sur le plan mondial. Les amendements législatifs ne serviraient à rien si les partenaires potentiels ne sont pas au courant des changements apportés pour répondre à leurs besoins en matière de services financiers.



Taroonah Doolub,

Director of International Business et avocate chez JurisTax

«De nombreuses variables échappent au contrôle de Maurice, ce qui nous laisse à la merci des tendances mondiales»

► **Selon les derniers chiffres du rapport National Accounts, le Global Business affiche une croissance de 6,8% en 2021, tandis que nous prévoyons 4,3% en 2022. Qu'en est-il de l'impact de la crise économique en Europe sur nos estimations de croissance pour 2022 ?**

Le monde est confronté à des chocs économiques simultanés dus à la guerre en Ukraine, à l'augmentation exponentielle du fret, du transport et à une flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie exacerbée par le conflit, ainsi qu'à un choc d'approvisionnement dû à la politique zéro-Covid de la Chine.

La croissance de notre secteur *Global Business* est donc affectée par cette récession mondiale qui se profile, qui prône un environnement de faible croissance économique et d'inflation élevée. Les récessions éliminent les opportunités, posent des risques de faillite des entreprises, il y a moins d'emplois et les salaires stagnent.

La confiance des investisseurs semble donc relativement faible et ils ne souhaitent peut-être pas prendre des risques, ce qui limite leur volonté et leur capacité à investir, à faire des affaires ou à s'engager dans le commerce. Face à ce constat, nous devons améliorer nos offres en proposant des opportunités d'investissement attrayantes pour les entreprises, en fournissant un accès aux services financiers pour les particuliers et en permettant des échanges commerciaux fluides avec l'aide de la digitalisation.

► **Quels sont les principaux défis qui attendent le secteur des services financiers dans son ensemble pour 2022-2023 et quels sont nos avantages pour relever ces défis ?**

Les défis majeurs tournent autour du positionnement du secteur des services financiers mauriciens comme The Place à investir ou à utiliser comme plateforme d'investissement, dans un monde qui risque la récession. De nombreuses variables échappent au contrôle de Maurice, ce qui nous laisse à la merci des tendances mondiales. D'une certaine manière, cette instabilité empêche la mise en œuvre adéquate de stratégies de développement commercial.

Cependant, il ne faut pas oublier que Maurice est connue pour l'ouverture de son environnement pour la facilitation des affaires, sans oublier la bonne qualité de vie, des éléments qui contribuent à attirer des expertises de haut calibre. Aussi, nous devons retenir les meilleurs talents dans le pays, ce qui passe par une revalorisation salariale motivante et nous nous efforçons actuellement de former, d'approfondir les connaissances et de retenir ces talents, en mettant en place des programmes de formation sur mesure, contribuant à un développement professionnel continu.

Nous devons poursuivre nos efforts pour renforcer nos marchés financiers, notre environnement favorable aux affaires et l'écosystème d'innovation, afin de permettre une croissance durable. L'adoption des nouvelles lois sous la VATTOS Act 2021 a été une première étape vers notre évolution dans le monde numérique.



LA PROMOTION DE LA JURIDICTION MAURICIENNE UNE PRIORITÉ DE L'EDB

L'*Economic Development Board* (EDB) active ses stratégies de promotion de la juridiction à l'international. En effet, s'adaptant à la nouvelle normalité post-Covid, l'EDB a orienté sa stratégie de promotion vers le numérique avec l'organisation de Webinars et notre participation à des conférences internationales telles que l'Africa Investment Conference et la City Week Conference. A la suite de l'ouverture des frontières, l'EDB a aussi organisé des campagnes de visibilité sur les marchés clés, des tournées de présentation de la juridiction en Afrique du Sud, en Suisse, au Kenya et au Royaume-Uni notamment, des rencontres individuelles très ciblées et des tables rondes avec des investisseurs potentiels.

Aussi, l'EDB participera à un certain nombre de conférences internationales phares avant la fin de l'année, notamment en parrainant l'Africa Financial Services Investment Conference (AFSIC) en octobre 2022, ainsi qu'en menant des tournées de présentation et des réunions individuelles dans des juridictions cibles en Afrique, en Europe, en Inde et aux États-Unis.